



**CONSEIL DE POLICE DU 23 AVRIL 2018**  
**POLITIERAAD VAN 23 APRIL 2018**

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents</b>	Olivier Deleuze, Boris Dilliès, <i>Bourgmestres/Burgemeesters</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Jonathan Biermann, Michel Bruylant, Diane Culer, Isabelle Desir, Philippe Desprez, Sandra Ferretti, Ann Mary Francken, Jacqueline Fravezzi, Christian Grétry, Marianne Gustot, Dirk Hoomaert, Daniel Hublet, Carinne Lenoir, Serge Minet, Hugo Périlleux-Sanchez, Eric Sax, Jérôme Toussaint, Cécile Van Hecke, Marc Vandame, Claudine Verstraeten, Thibaud Wyngaard, <i>Conseillers de police/Politieraadsleden</i> ; Michel Deraemaeker, <i>Chef de Corps/Korpschef</i> ; Laurent Masset, <i>secrétaire f.f/secretaris d.d</i> ; Alain Lefebvre, <i>bourgmestre f.f/burgemeester d.d.</i>
<b>Excusés</b>	Christophe Magdalijs, <i>Bourgmestre f.f/Burgemeester d.d.</i> ;
<b>Verontschuldigd</b>	Lucile Baumerder, Didier Reynders, Jean-Luc Vanraes, <i>Conseillers de police/Politieraadsleden.</i>

Ouverture de la séance à 18:00  
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF**

**1 CCB - Rencontre entre membres du Comité de Concertation de Base et conseillers de police - Demande du S.L.F.P.**

Le Conseil est informé.  
24 votants : 24 votes positifs.

Le président Monsieur Magdalijs est excusé, Boris Dilliès prend la présidence de cette séance.

Chacune des délégations du personnel reçoit un temps de parole : SLFP, SNPS, CGSP et CSC.

SLFP : sa démarche vise à faire prendre conscience des difficultés liées à la fonction de policier, amplifiée par la problématique du stationnement payant à Uccle. Il s'étonne également que les conseillers ne reçoivent pas le PV du CCB (Comité de Concertation de Base).

SNPS : regrette également l'absence du PV du CCB.

CGSP : Rappelle les besoins en matière de bien-être du personnel et déplore également l'absence de transmission des PV du CCB.

CSC : souhaite une discussion sur les spécificités du métier de policier.

Après cette courte introduction, les conseillers sont invités à poser leurs questions.

M. Bruylant se veut rassurant car il connaît, par sa fonction, la spécificité du métier et la prise de décision du Conseil en tient compte.

S. Ferretti demande si le problème de stationnement est identique à WBA et si les délégations rencontrent éventuellement d'autres problèmes. L'autre secteur n'est pour l'instant pas confronté et la CGSP de rajouter que cette situation introduit une discrimination entre les travailleurs Ucclois et les autres.

C. Verstraeten propose que ce problème se règle au niveau de la zone de police. La CGSP rajoute que dans les autres zones de police, le tarif serait de 75 euros.

D. Hublet demande s'il n'existe pas d'autres problèmes que le stationnement. Si par exemple le Bois ne constitue pas un problème. Le SLFP que le Bois peut effectivement être un problème mais que tous ce qui pose des problèmes au niveau de la zone de police se règle au CCB. La CSC demande au président que le PV du CCB soit communiquer aux conseillers.

T. Wyngaard demande si dans toutes les zones de police, le tarif est bien de 75 euros. Cela ne semble pas être le cas. En ce qui concerne le personnel qui quitterait la zone ou n'y postulerait pas, le conseiller demande si les organisations du personnel peuvent avancer des chiffres sur les motifs de départ. Il s'agirait plutôt d'un ressenti. Pour le SLFP, il y aurait eu récemment une douzaine de départ mais on ne peut pas affirmer que le parking soit la seule raison.

D. Culer demande quels sont les points traités en CCB. Il est répondu que cela concerne notamment les accidents de travail, les achats, les problèmes rencontrés dans certains services,...

E. Sax signale que la population apprécie le travail de la police exercé dans des conditions parfois difficiles. Le Conseil a toujours essayé de donner les moyens pour cela.

S. Minet revient sur la notion de langue de bois qui serait pratiquée et demande aux organisations syndicales quels sont justement les choses qui ne sont pas dites. Selon le SLFP c'est notamment la question du parking.

A. Francken signale que le stationnement est une compétence du Conseil de communal et non du Conseil de police et que ce sujet n'y a donc très logiquement jamais été abordé.

T. Wyngaard signale que d'autres clés de financement ont été utilisées pour le dossier Tritomas notamment. Uccle pourrait-elle juridiquement payer seule les dépenses de parking ?

B. Dilliès reconnaît la spécificité du métier de policier mais ce n'est pas non plus la seule profession dans le cas. En ce qui concerne la clé de répartition, il est ouvert au débat.

M. Bruyland rappelle qu'il n'existe pas de solution qui puisse contenter tout le monde et chaque profession.

La CGSP souligne aussi que les zones de parking autour du commissariat n'ont pas été bien pensées et demande donc une réflexion sur le plan de stationnement dans sa globalité via un groupe de travail.

Le chef de corps clôture ce débat en rappelant que les activités du CCB sont indiquées dans le rapport annuel et que des dossiers importants y ont été abordés notamment la gestion du temps de travail, les

investissements en sécurité lors du niveau 3 et 4, le bien-être au travail avec la création d'un service psychosocial. Un plan de déplacement a vu le jour avec notamment l'intervention dans les frais de transport en commun (Train et STIB) ou les indemnités vélo. La problématique du stationnement est actuellement en cours de discussion pour trouver des solutions.

## 2 **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de police du 26 février 2018.**

Le Conseil approuve le point.  
24 votants : 24 votes positifs.

## **Goedkeuring van het proces-verbaal van de zitting van de Politieraad van 26 februari 2018.**

De Raad keurt het punt goed.  
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

En ce qui concerne la motion relative aux visites domiciliaires, la conseillère S. Ferretti et le conseiller Vandame sont à ajouter aux nombres des cosignataires.

*Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.*

## 3 **Information des décisions du Collège de police du 14 mars 2018 relatives aux marchés publics.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de Police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment ses articles 11 et 33;

Vu l'article 234, § 3, de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 42 § 1, 1<sup>o</sup>, a) et 47, § 1 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications;

Considérant que la zone de police a également la possibilité de se fournir via les marchés réalisés par la police fédérale et accessibles à notre zone de police ;

Vu les décisions du Collège de police en séance du 14 mars 2018;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2018;

Sur proposition du Collège de Police,

Est informé des décisions suivantes :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette (EUR)	Articles Budgétaires	Décision

#042/14.03.2018/B/0007#	Direction des Moyens Matériels	Acquisition de 7 kits d'analyse d'haleine - Procédure de passation, conditions du marché et attribution.	31.336,20 €	330/744-98 Achats d'équipements divers amortissables en 5 ans	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0011#	Direction des Moyens Matériels	Acquisition de 15 bloque-roues sabot pour la Zone de police-procédure de passation et conditions du marché.	2.000,00 €	330/741-52 Achats de signalisation routière et de petits équipements	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0014#	Direction des Moyens Matériels	Mise aux normes actuelles de deux exutoires de fumée - Procédure de passation et conditions du marché.	30.000,00 € TVAC	330/724-60 Equipement et maintenance en cours des bâtiments	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0016#	Direction des Moyens Matériels	Acquisition d'un siège ergonomique avec appui tête pour l'INPP Philippe VERCAMMEN via le marché FORCMS-MM-071-1 - Procédure de passation, conditions du marché et attribution.	516,38 € TVAC + 51,63 € TVAC	330/741-51 Achats de mobilier de bureau	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0018#	Direction des Moyens Matériels	Acquisition de 3 voitures de types SUV - Procédure de passation et conditions du marché.	145.000,00 €	330/743-52 Achats d'autos et de camionnettes	Approuvé

#042/14.03.2018/B/0019#	Direction des Moyens Matériels	Fourniture et installation en urgence d'une chaudière condensation à gaz au commissariat Stroobant - Procédure de passation, conditions du marché et attribution.	7.630,00 € + 763,00 €	330/724-60 Equipement et maintenance en cours des bâtiments	OJ Conseil
#042/14.03.2018/B/0021#	Direction des Moyens Matériels	Fourniture et installation de deux lave- vaisselles dans le mess Marlow - Procédure de passation, conditions et attribution du marché.	788,51 € +78,85 €	330/744-98 Achats d'équipements divers amortissables en 5 ans	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0023#	Direction des Moyens Matériels	Acquisition du meublier de bureau pour le commissariat Tritomas- commande complémentaire. Procédure de passation, conditions du marché et attribution.	7 601,89 €	330/741-51 Achats de meublier de bureau	Approuvé

#042/14.03.2018/B/0024#	Service Informatique	Acquisition de câblage pour switches, de mini pc's et d'écrans tactiles via la convention GIAL n° CNV-CA-2016 - Procédure de passation, conditions du marché et attribution.	3.071,28 EUR TVAC + 307,13 EUR (marge)	330742-53 Achats de matériel informatique	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0025#	Service Informatique	Réseau Irisnet - Installation de la fibre optique au CMV Marlow - Convention de mandat CM1079 - Procédure de passation, conditions et attribution du marché.	4.971,26 EUR (frais d'installation) + 497,13 EUR (marge)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0026#	Service Informatique	Modification de la connectique ASTRID pour le dispatching zonal (DPZ) dans le cadre du renouvellement hardware et software (CAD09) de l'équipement LCT via le contrat ouvert ASTRID.	8.994,81 EUR TVAC + 899,48 EUR TVAC (marge)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Approuvé

#042/14.03.2018/B/0027#	Cabinet du Chef de Corps	Acquisition d'un iPad PRO 12.9 inch avec accessoires pour la création de portraits-robots - Convention de mandat CM1079 - Procédure de passation, conditions et attribution du marché.	1.405,92 € Tvac + 140,59 € Tvac (marge 10%)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Approuvé
#042/14.03.2018/B/0028#	Cabinet du Chef de Corps	Acquisition d'une tablette 12,9" et d'une licence Genetec - Convention de mandat CM1079 - Procédure de passation, conditions et attribution du marché.	2.139,62 € Tvac + 213,96 € Tvac (marge 10%)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Approuvé

Le Conseil est informé.  
23 votants : 23 votes positifs.

### **Kennisgeving van de beslissingen van het Politiecollege van 14 maart 2018 inzake overheidsopdrachten.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 11 en 33;

Gelet op het artikel 234, § 3, van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid de artikels 42 § 1, 1<sup>o</sup>, a) en 47, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en eventuele wijzigingen daarvan;

Overwegende dat de politiezone tevens de mogelijkheid heeft aankopen te doen via de opdrachten verwezenlijkt door de federale politie en toegankelijk voor onze politiezone;

Gelet op de beslissingen van het Politiecollege op de zitting van 14 maart 2018;

Overwegende dat de noodzakelijke kredieten staan ingeschreven op de buitengewone begroting 2018;

Op voorstel van het Politiecollege,

Wordt ingelicht van de volgende beslissingen,

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings- artikelen	Beslissing
#042/14.03.2018/B/0007#	Directie Materiële Middelen	Aanschaf van 7 ademanalysetesters- Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht en gunning.	31.336,20 €	330/744-98 Achats d'équipements divers amortissables en 5 ans	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0011#	Directie Materiële Middelen	Aanschaf van 15 wielklemmen voor de Politiezone – Wijze van gunning en voorwaarden van de opdracht	2.000,00 €	330/741-52 Achats de signalisation routière et de petits équipements	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0014#	Directie Materiële Middelen	Het aanpassen aan de huidige normen van twee rookafvoerbuizen - Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht.	30.000,00 € TVAC	330/724-60 Equipement et maintenance en cours des bâtiments	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0016#	Directie Materiële Middelen	Aanschaf van een ergonomische stoel met hoofdsteun voor de HINP Philippe VERCAMMEN via de opdracht FORCMS-MM-071- 1 - Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht.en gunning.	516,38 € TVAC + 51,63 € TVAC	330/741-51 Achats de mobilier de bureau	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0018#	Directie Materiële Middelen	Aanschaf van 3 voertuigen van het type SUV - Plaatsingprocedure en voorwaarden van de opdracht.	145.000,00 €	330/743-52 Achats d'autos et de camionnettes	Goedgekeu

#042/14.03.2018/B/0019#	Directie Materiële Middelen	Dringende levering en installatie van condensatiegasketel in het commissariaat Stroobant.– Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht.en gunning.	7.630,00 € + 763,00 €	330/724-60 Equipement et maintenance en cours des bâtiments	A Raad
#042/14.03.2018/B/0021#	Directie Materiële Middelen	Levering en installatie van twee vaatwassers– Plaatsingprocedure, voorwaarden en gunning van de opdracht.	788,51 € +78,85 €	330/744-98 Achats d'équipements divers amortissables en 5 ans	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0023#	Directie Materiële Middelen	Aanschaf van kantoormeubilair voor het Tritomas commissariaat – Bijkomende bestelling. Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht en gunning.	7 601,89 €	330/741-51 Achats de mobilier de bureau	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0024#	Dienst Informatica	Aanschaf van switch bekabeling, mini pc's en touchscreens via de GIAL overeenkomst CNV-CA-2016 - Plaatsingprocedure, voorwaarden van de opdracht en gunning.	3.071,28 EUR TVAC + 307,13 EUR (marge)	330742-53 Achats de matériel informatique	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0025#	Dienst Informatica	Irisnet-netwerk - Installatie van optische vezel op CMV Marlow - Overeenkomst van mandaat CM1079 - Gunningswijze, voorwaarden en gunning van de opdracht.	4.971,26 EUR (frais d'installation) + 497,13 EUR (marge)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Goedgekeu

#042/14.03.2018/B/0026#	Dienst Informatica	Wijziging van de ASTRID-connectiviteit voor de zonale dispatching (DPZ) in het kader van de hardware- en softwarevernieuwing (CAD09) van de LCT-apparatuur via het open ASTRID-contract.	8.994,81 EUR TVAC + 899,48 EUR TVAC (marge)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0027#	Kabinet van de Korpschef	Aanschaf van een iPad PRO 12.9 inch met accessoires voor het aanmaking van robotportretten - Overeenkomst van mandaat CM1079 - Plaatsingprocedure, voorwaarden en gunning van de opdracht.	1.405,92 € Tvac + 140,59 € Tvac (marge 10%)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Goedgekeu
#042/14.03.2018/B/0028#	Kabinet van de Korpschef	Aanschaf van een 12,9" tablet en een Genetec licentie - Overeenkomst van mandaat CM1079 - Plaatsingprocedure, voorwaarden en gunning van de opdracht.	2.139,62 € Tvac + 213,96 € Tvac (marge 10%)	330/742-53 Achat de matériel informatique	Goedgekeu

De Raad heeft kennis gekregen.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

T. Wyngaard demande dans quels cas sont utilisés les sabots pour voiture. Le CC répond que c'est notamment dans les cas de non-assurance, la nuit ou avec des voitures immatriculées à l'étranger.

## **DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - DIRECTIE HUMAN RESSOURCES**

### **4 Information de la décision du Collège de police du 26 février 2018 relative aux engagements et aux nominations.**

Le Conseil de Police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38, 47 et 56, ainsi que les modifications y apportées;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.2 au V.III.8, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19 ainsi que les modifications y apportées;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police, ainsi que les modifications y apportées;

Vu la décision du Conseil de police du 26 juin 2017 de déléguer au Collège de police sa compétence d'engagement et/ou de nomination de candidats reconnu aptes lors de la procédure de sélection dans le cadre du recrutement et de la mobilité, en application de l'article 56 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la décision du Collège de police en séance du 26 février 2018;

Sur proposition du Collège de police,

Est informé des décisions suivantes :

- mobilité interne d'un Inspecteur de Police spécialisé Maître Chien – Madame PERMENTIER Déborah  
- Cycle de mobilité 2017 04.

<div style="">

- engagement et nomination d'un Inspecteur principal de Police membre Intervention – Monsieur GODART Maxime - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur HENDRICKX Antoine - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur CROHAIN Thomas - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur RAEDEMAEKER Maxime - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur MARTINERY Loup - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur OVART Adrien - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention via la liste de réserve de recrutement – Madame BONAFONS Caroline - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention via la liste de réserve de recrutement – Monsieur GODFRIEUX Laurent - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention via la liste de réserve de recrutement – Monsieur DE SALVIA Davide - Cycle de mobilité 2017 05.

- mobilité interne d'un Inspecteur de Police spécialisé membre Recherche Locale – Madame VERWILGHEN Caroline - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement d'un membre du personnel administratif et logistique de niveau B - Direction des Ressources Humaines - Consultant membre service Formation continuée – Madame BOISIEUX Nathalie - Cycle de mobilité 2017 05.

- aanwerving via de dringende externe aanwervingsprocedure voor personeel van het administratief en logistiek kader - niveau B - Directie van Materiële Middelen - Consulente inzake Overheidsopdrachten – Mevrouw MEERT Sophie.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la

Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil est informé.

### **Kennisgeving van de beslissing van het Politiecollege van 26 februari 2018 inzake aanwervingen en benoemingen.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38, 47 en 56, en alsook de aanpassingen hieraan gebracht;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, namelijk de artikels II.II.1, IV.I.37 tot IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.2 tot V.III.8, V.III.13 tot V.III.24, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19, en alsook de aanpassingen hieraan gebracht;

Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten, alsook de aanpassingen hieraan aangebracht;

Gezien de beslissing van de Politieraad op de zitting van 26 juni 2017 om zijn bevoegdheid te delegeren aan het Politiecollege om de leden van de lokale politie aan te werven en/of te benoemen met uitzondering van het officierenkader en het niveau A van het administratief en logistiek kader, en dit in toepassing van artikel 56 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

Gezien de beslissing van het Politiecollege op de zitting van 26 februari 2018;

Op voorstel van het Politiecollege,

Wordt ingelicht van de volgende beslissingen :

- mobilité interne d'un Inspecteur de Police spécialisé Maître Chien – Madame PERMENTIER Déborah  
- Cycle de mobilité 2017 04.

<div style="">

- engagement et nomination d'un Inspecteur principal de Police membre Intervention – Monsieur GODART Maxime - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur HENDRICKX Antoine - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur CROHAIN Thomas - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur RAEDEMAEKER Maxime - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur MARTINERY Loup - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention – Monsieur OVART Adrien - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention via la liste de réserve de recrutement – Madame BONAFONS Caroline - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention via la liste de réserve de recrutement – Monsieur GODFRIEUX Laurent - Cycle de mobilité 2017 05.

- engagement et nomination d'un Inspecteur de police - Membre Intervention via la liste de réserve de recrutement – Monsieur DE SALVIA Davide - Cycle de mobilité 2017 05.

- mobilité interne d'un Inspecteur de Police spécialisé membre Recherche Locale – Madame VERWILGHEN Caroline - Cycle de mobilité 2017 05.
- engagement d'un membre du personnel administratif et logistique de niveau B - Direction des Ressources Humaines - Consultant membre service Formation continuée – Madame BOISIEUX Nathalie - Cycle de mobilité 2017 05.
- aanwerving via de dringende externe aanwervingsprocedure voor personeel van het administratief en logistiek kader - niveau B - Directie van Materiële Middelen - Consulente inzake Overheidsopdrachten – Mevrouw MEERT Sophie.

Deze beraadslaging zal aan Mijnheer de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgedragen worden.

De Raad heeft kennis gekregen.

## **DIRECTION DE L'APPUI - DIRECTIE STEUN**

### **5 GIAL - Fin de la convention CNV-CA-2016 - Signature d'une nouvelle convention de prestation d'activités d'achat centralisées et d'activités d'achat auxiliaires.**

Le Conseil de police,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Conseil de police en sa séance du 5 septembre 2016 d'approuver la convention n° CNV-CA-2016 à la centrale d'achat et à la centrale de marché entre la zone de police et le GIAL;

Considérant que cette convention doit être renouvelée;

Considérant l'article 2, 7° b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Considérant l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que l'asbl GIAL est un pouvoir adjudicateur qui agit comme centrale d'achat de fournitures et de services informatiques (détail selon la liste reprise en annexe) et à laquelle un autre pouvoir adjudicateur peut faire appel pour ses propres besoins;

## DÉCIDE

- d'adhérer à la centrale d'achat de l'asbl GIAL pour les fournitures et services informatiques pour une durée de douze (12) mois reconductible tacitement;
- d'approuver la convention en annexe à la présente délibération;
- de considérer la liste des principaux « Marchés éligibles » en annexe comme partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

### **GIAL - Einde van de overeenkomst CNV-CA-2016 - Ondertekening van een nieuwe overeenkomst voor de verrichting van gecentraliseerde aankoopactiviteiten en bijkomende aankoopactiviteiten.**

De Politieraad,

Gezien de nieuwe gemeentewet, ondermeer artikel 234;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Politieraad op zitting van 5 september 2016 te goedkeuren de CNV-CA-2016-overeenkomst bij het aankoopcentrale en de opdrachtcentrale tussen de politiezone en de GIAL;

Overwegende dat deze overeenkomst vernieuwd moet worden;

Overwegende dat artikel 2, 7° b) van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat over te gaan tot opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd aan aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 47 §2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten voorziet dat wanneer een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale is vrijgesteld van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het vzw GIAL is een aanbestedende overheid die optreedt als aankoopcentrale van IT-leveringen en IT-diensten (beschrijving volgens lijst opgenomen in bijlage) en op welke andere aanbestedende overheden oproep kunnen doen voor hun behoeften;

## BESLIST

- Lid te worden van de aankoopcentrale van de vzw GIAL voor IT-leveringen en IT-diensten voor een periode van twaalf (12) maanden stilzwijgend verlengbaar;
- De overeenkomst in bijlage van huidige beraadslaging goed te keuren;
- De lijst van de voornaamste « Opdrachten in aanmerking » in bijlage te beschouwen als

onderdeel van de huidige beraadslaging.

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF**

### **6 Information du Conseil de police sur l'accueil au commissariat Marlow.**

Le Conseil est informé.

23 votants : 23 votes positifs.

### **Informatie aan de Politieraad over het project "Onthaal Marlow".**

De Raad heeft kennis gekregen.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Boris Dilliès informe le conseil qu'une nouvelle procédure a été implémentée dans les deux commissariats centraux de la zone pour améliorer la qualité de l'accueil. Une évaluation sera prochainement réalisée. Au niveau des bâtiments, c'est une réalité que le commissariat Marlow est maintenant obsolète. (espace, énergie,...).

Plusieurs options sont étudiées. Il semblerait que la rénovation progressive du site Marlow ne soit pas idéale sur le long terme. Il est donc peut-être plus opportun de repartir d'une page blanche avec l'acquisition ou la construction d'un nouveau bâtiment. Un site sur la rue de Stalle pourrait être envisagé. Des analyses et études sont en cours pour avancer dans ce dossier.

T. Wyngaard rappelle que ce dossier n'est pas neuf et il souhaiterait avoir des éléments de calendrier. Car il se fait écho de problèmes liés à la confidentialité ou de risque de rencontres victimes/suspects. B. Dilliès dit qu'il n'est actuellement pas possible d'évoquer un calendrier car le projet est global et dans sa phase débutante de prospection.

Messieurs Hublet et Minet rappellent également que la problématique de l'accueil a déjà été évoquée à plusieurs reprises dans cet auditoire. Monsieur Hublet souligne que la zone a pris ses remarques en considération.

Le chef de corps insiste sur le changement de procédures récent avec un accueil purement dédié à cette tâche sans prise de plainte. Ces dernières sont actées dans un local confidentiel. Une évaluation va être mise en place. Ce problème est d'ailleurs régulièrement abordé en Collège dont lors de celui du 23/04.

*Serge Minet quitte la séance / verlaat de zitting.*

## **DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS - DIRECTIE MATERIËLE MIDDELEN**

7 **Marché de service désignation d'un service externe pour la protection et la prévention au travail-  
Procédure de passation et conditions du marché.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment ses articles 11 et 33 ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant qu'en plus d'un Service Interne pour la Prévention et la Protection au travail dit SIPPT qui l'assiste pour appliquer les mesures à prendre dans le cadre du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, la zone de police dispose d'un Service Externe pour la Prévention et la Protection au travail dit SEPPT qui est chargé de la surveillance médicale des membres du personnel ;

Considérant que, depuis plusieurs années, le SEPPT est confié à ARISTA ;

Considérant qu'il convient de mettre ce contrat en concurrence ; que, dans ce cadre, une consultation de fournisseurs de service est nécessaire ;

Considérant que la dépense estimée est de 65.000,00 € par an soit 260.000,00 € pour 4 ans ; que, dès lors, cette consultation peut se faire via la procédure négociée avec publication préalable et publicité Belge ;

Considérant le cahier des charges FR en annexe I et NL en annexe II ;

Considérant l'avis du marché FR en annexe III et NL en annexe IV ;

DECIDE :

- De réaliser un marché de service relatif à la désignation d'un service externe pour la protection et la prévention au travail via la procédure négociée directe avec publication préalable pour un montant total présumé de 65.000,00 € Tvac par an soit 260.000,00 € pour les 4 ans à l'article 330/117-02 ;
- D'approuver le cahier des charges FR en annexe I et NL en annexe II ;
- D'approuver l'avis du marché FR en annexe III et NL en annexe IV.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

22 votants : 22 votes positifs.

**Opdracht voor aanneming van diensten: Aanwijzing van een externe dienst voor de preventie en de bescherming op het werk – Procedure van gunning en voorwaarden van de opdracht.**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 11 en 33;

Gelet op het artikel 234 van de nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op de wet van 17 juni 2017 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald het artikel 41, § 1, 1°;  
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
Overwegende dat naast een Interne Dienst voor de Preventie en de Bescherming op het werk, de zogenaamde IDPBW, die de werkgever bijstaat voor het toepassen van de te nemen maatregelen in het kader van het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werk, de politiezone beschikt over een Externe Dienst voor de Preventie en de Bescherming op het Werk, de zogenaamde EDPBW, die belast is met het gezondheidstoezicht van de personeelsleden;  
Overwegende dat sedert meerdere jaren, de EDPBW toevertrouwd is aan ARISTA ;  
Overwegende dat men voor dit contract een openbare aanbesteding uitschrijft; dat, in dit kader, een raadpleging van dienstleveranciers noodzakelijk is;  
Overwegende dat de geraamde uitgave 65.000,00 € bedraagt per jaar hetzij 260.000,00 € voor 4 jaar ; dat, derhalve, deze raadpleging kan gebeuren via de onderhandelingsprocedure met voorafgaande en Belgische bekendmaking;  
Gelet op het bestek FR in bijlage I en NL in bijlage II ;  
Gelet op de aankondiging van de opdracht FR in bijlage III en NL in bijlage IV ;

**BESLIST :**

Een opdracht voor aanneming van diensten te verwezenlijken betreffende de aanwijzing van een externe dienst voor de preventie en de bescherming op het werk via de directe onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking voor een vermoedelijk totaalbedrag van 65.000,00 € incl. BTW per jaar hetzij 260.000,00 € voor 4 jaar op het artikel 330/117-02;  
Het bestek FR in bijlage I en NL in bijlage II goed te keuren;  
De aankondiging van de opdracht FR in bijlage III en NL in bijlage IV goed te keuren.  
De onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan Mijnheer de Minister-President van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

De Raad keurt het punt goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

## **8 Fourniture et installation en urgence d'une chaudière condensation à gaz au commissariat Stroobant - Procédure de passation, conditions du marché et attribution.**

Le Collège de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de Police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1°, a) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant que la chaudière installée dans les locaux de la Brigade Canine est tombée en panne le

vendredi 23 février 2018 ;

Considérant que la chaudière ne peut pas être réparée (Annexe I mail ISB) ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de la remplacer en urgence ;

Considérant que, dans ce cadre, les sociétés suivantes ont été consultées :

- ISB, rue de Fierlant, 68 à 1190 FOREST,
- V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE,
- Thermo-Expert, rue de Beeckman, 53 à 1180 Uccle ;

Considérant les offres reçues par les sociétés suivantes :

- ISB, rue de Fierlant, 68 à 1190 FOREST,
- V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE,
- Thermo-Expert, rue de Beeckman, 53 à 1180 Uccle ;

Considérant que, selon le rapport de régularité des offres en annexe I (Annexe I régularité des offres), les offres des sociétés suivantes sont jugées régulières :

- ISB, rue de Fierlant, 68 à 1190 FOREST,
- V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE,
- Thermo-Expert, rue de Beeckman, 53 à 1180 Uccle ;

Considérant que, selon le rapport d'analyse des offres en annexe II (Annexe II rapport analyse des offres)

Considérant que les points suivants ont été attribués :

<b>Conclusion</b>	<b>ISB</b>	<b>VDV</b>	<b>THERMO</b>
1. Critère "Prix"	36,75	60,00	49,10
2. Critère "Qualité"	40,00	35,00	35,00
<b>Total points</b>	<b>76,75</b>	<b>95,00</b>	<b>84,10</b>

Considérant que les résultats obtenus par la société V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE sont de 95,00/100 ;

Que dès lors, le marché relatif à la fourniture et l'installation en urgence d'une chaudière à gaz au commissariat Stroobant (Brigade Canine) est attribué à la société V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE pour un montant de 7.943,65 € Tvac à l'article 330/724-60 ;

Considérant qu'un bon d'engagement a été élaboré en urgence pour un montant de 7.943,65 pour le compte de la société V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE à l'article budgétaire 330/724-60 ;

Considérant qu'une remise sur la chaudière a été octroyé par la société V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE ;

Considérant que le coût des travaux est de 7.623,00 € Tvac (Annexe IV offre VDV modifiée) ; que l'engagement susmentionné sera réduit à ce montant ;

DECIDE

- D'approuver les rapports de régularité et analyse des offres en annexe I et II ;
- De considérer régulièrement les offres des sociétés :

ISB, rue de Fierlant, 68 à 1190 FOREST,

V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE,  
Thermo-Expert, rue de Beeckman, 53 à 1180 Uccle ;

- D'attribuer le marché « Fourniture et installation en urgence d'une chaudière à gaz au commissariat Stroobant (Brigade Canine)» à la société V.D.V, Avenue des Selliers de Moranville, 33 à 1082 BERCHEM-STE-AGATHE pour un montant de 7.623,00 € Tvac à l'article 330/724-60 ; et d'ajouter à ce montant une marge budgétaire de 10% pour une éventuelle révision des éprix ou autres éléments venant augmenter les débours, soit 762,23 € Tvac à l'article budgétaire 330/724-60 ;
- D'en donner connaissance au Conseil de police afin qu'il admette la dépense.

Le Conseil approuve le point.  
22 votants : 22 votes positifs.

Levée de la séance à 20:00  
Opheffing van de zitting om 20:00

Le Secrétaire f.f.,  
De Secretaris d.d.,

Le Président,  
De Voorzitter,

Laurent Masset

Christophe Magdalijs